



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 octobre 2007
Français
Original : anglais

Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

Additif

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2007/10 du 9 février 2007, S/2007/10/Add.7 du 2 mars 2007, S/2007/10/Add.12 du 5 avril 2007, S/2007/10/Add.15 du 27 avril 2007, S/2007/10/Add.20 du 1^{er} juin 2007, S/2007/10/Add.25 du 6 juillet 2007, S/2007/10/Add.34 du 7 septembre 2007 et S/2007/10/Add.38 du 5 octobre 2007.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 20 octobre 2007, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La question concernant Haïti (voir S/25070/Add.24 et Corr.1, 34, 35, 37, 38, 41, 43 et 46; S/1994/20/Add.1, 11, 17, 25, 27, 30, 38, 40 et 47; S/1995/40/Add.4, 16, 30 et 45; S/1996/15/Add.8, 25, 47 et 48; S/1997/40/Add.30 et 47; S/1998/44/Add.12 et 47; S/1999/25/Add.47; S/2000/40/Add.10; S/2004/20/Add.8, 9, 17, 36 et 48; S/2005/15/Add.1, 21, 22, 24 et 41; S/2006/10 et Add.5 à 7, 12, 19 et 32; et S/2007/10/Add.6)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5758^e séance, tenue le 15 octobre 2007 comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (S/2007/503).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de l'Équateur, de l'Espagne, du Guatemala, de Haïti et de l'Uruguay, qui en avaient fait la demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2007/601) soumis par l'Argentine, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Chili, l'Équateur, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, l'Italie, le Panama, le Pérou et l'Uruguay.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2007/601 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1780 (2007) (pour le



texte de la résolution, voir le document S/RES/1780 (2007); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2007-31 juillet 2008*).

La situation en Géorgie (voir S/23370/Add.40; S/25070/Add.4, 26, 27, 31, 34, 37, 42, 44, 45 et 51; S/1994/20/Add.4, 8, 9, 11, 13, 25, 28 et 47; S/1995/40/Add.1, 10, 18 et 32; S/1996/15/Add.1, 16, 27 et 42; S/1997/40/Add.4, 18, 30 et 44; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 17, 29 et 44; S/2000/40/Add.4, 18, 29 et 45; S/2001/15/Add.5, 12, 17, 31 et 44; S/2002/30/Add.4 et 30; S/2003/40/Add.4 et 30; S/2004/20/Add.4, 8, 17 et 30; S/2005/15/Add.3, 11, 17 et 29; S/2006/10/Add.3, 4, 12, 27 et 40; et S/2007/10/Add.3, 14 et 29)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5759^e séance, tenue le 15 octobre 2007 comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2007/588).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de l'Allemagne, qui en avait fait la demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2007/603) soumis par l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Slovaquie.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2007/603 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1781 (2007) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1781 (2007); à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2007-31 juillet 2008*).

La situation en Afghanistan (voir S/1994/20/Add.3, 11, 31 et 47; S/1996/15/Add.6, 14, 38, 41 et 42; S/1997/40/Add.15, 27 et 50; S/1998/44/Add.14, 28, 31, 34, 37 et 49; S/1999/25/Add.33, 40 et 41; S/2000/40/Add.13 et 50; S/2001/15/Add.23, 31, 46, 49 et 51; S/2002/30/Add.2, 4, 5, 8, 10, 12, 16, 20, 24, 25, 28, 37, 43, 47, 49 et 51; S/2003/40/Add.4, 8, 12, 18, 24, 41 et 42; S/2004/20/Add.2, 12, 14, 21, 28, 34, 37, 39, 41 et 45; S/2005/15/Add.1, 11, 24, 33, 36 et 46; S/2006/10/Add.2, 5, 6, 10, 11, 29, 36 et 40; et S/2007/10/Add.11, 20, 28 et 37)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5760^e séance, tenue le 15 octobre 2007 comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2007/555).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Afghanistan, du Canada, de l'Inde, du Japon, de la Norvège, du Pakistan, des Pays-Bas, du Portugal et de la République islamique d'Iran, qui en avaient fait la demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, Tom Koenigs, Représentant spécial du Secrétaire général

pour l'Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à participer à l'examen de la question.

Consolidation de la paix après les conflits (voir S/2005/15/Add.20 et 50; et S/2007/10/Add.4)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5761^e séance, tenue le 17 octobre 2007 comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa première session (S/2007/458).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants du Burundi, d'El Salvador, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Sierra Leone, qui en avaient fait la demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, Yukio Takasu, Président de la Commission de consolidation de la paix, à participer à l'examen de la question.

La situation en Guinée-Bissau (voir S/1998/44/Add.44 et 51; S/1999/25/Add.13; S/2000/40/Add.12 et 47; S/2002/30/Add.27; S/2003/40/Add.24, 39 et 46; S/2004/20/Add.24, 44 et 51; et S/2005/15/Add.12 et 32)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5762^e séance, tenue le 19 octobre 2007 comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (S/2007/576).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de la Guinée-Bissau, qui en avait fait la demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Le Président a indiqué qu'à l'issue de consultations préalables, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir le document S/PRST/2007/38; à paraître dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2007-31 juillet 2008*).

La situation concernant l'Iraq (voir S/2005/15/Add.21, 23, 24, 31, 35, 37, 44 et 49; S/2006/10/Add.6, 10, 20, 23, 31, 36, 47 et 49; et S/2007/10/Add.10, 20, 23, 25 et 31)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5763^e séance, tenue le 19 octobre 2007 comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 6 de la résolution 1770 (2007) (S/2007/608).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de l'Iraq, qui en avait fait la demande, à participer à l'examen de la question sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, Lynn Pascoe, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, à participer à l'examen de la question.
